



## CONFERENCE

**THE RENAISSANCE OF AFRICAN ECONOMIES**

**Dar Es Salam, Tanzania, 20 – 21 / 12 / 2010**

**LA RENAISSANCE ET LA RELANCE DES ECONOMIES  
AFRICAINES**

**EFFICACITE DE L'ALLEGEMENT DE LA DETTE- QUALITE DES  
INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS L'ESPACE  
UEMOA.**

**AMADOU Ousmane\***

Université de Niamey

E-mail : [ousmadou70@yahoo.fr](mailto:ousmadou70@yahoo.fr)

# EFFICACITE DE L'ALLEGEMENT DE LA DETTE- QUALITE DES INSTITUTIONS ET CROISSANCE ECONOMIQUE DANS L'ESPACE UEMOA.

Présenté par :

**AMADOU Ousmane\*** : Tel : (227) 96870087. E-mail : [ousmadou70@yahoo.fr](mailto:ousmadou70@yahoo.fr)

**Novembre 2010**

## Résumé.

Le but de ce travail, est d'analyser l'effet interactif de l'allègement de la dette extérieure et de la qualité des institutions sur la croissance économique dans l'espace UEMOA.

Les premiers résultats sous forme d'évidences descriptives ont permis de trouver des effets positifs de l'allègement de la dette sur la croissance, la qualité des institutions et le crédit domestique. Par contre, celles-ci ne sont pas avérées concluantes sur l'IDE, et l'investissement. On a aussi vérifié une relation positive entre la qualité des institutions sur trois dimensions économiques ; niveau de développement, croissance et stabilité de la croissance. Avec en support un modèle de croissance économique, les seconds résultats sont obtenus à partir de la méthode d'estimation des moments généralisés en système qui est plus efficace que les estimateurs standards utilisés. Ces résultats montrent que l'allègement de la dette est faiblement associé à une amélioration subséquente de la performance de l'économie. En retour il est positivement corrélé avec le crédit domestique dans les pays bénéficiaires de ces initiatives sapant ainsi l'exploit positif de réduction du service de la dette extérieure. Une corrélation et un effet significativement positif aussi ont été trouvés entre cet allègement et la qualité des institutions. Ce qui permet de conclure qu'il y a une évidence que les donateurs ont changé vers une annulation sensible de la dette en récompensant les pays qui ont les meilleures politiques et institutions.

*Mots clés : Allègement de la dette-qualité des Institutions et croissance économique*

\* AMADOU Ousmane est enseignant chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et Juridiques (FSEJ) de Université ABDOU Moumouni de Niamey (Niger).

## I Introduction

Les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) tout comme les autres pays en voie de développement ont été confrontés à la fin de la décennie 80 au problème du fardeau de la dette extérieure. Plusieurs raisons concourent à l'explosion de cette dette dont entre autres l'augmentation des emprunts bilatéraux et prêts concessionnels, le manque d'ajustements macroéconomiques et réformes structurelles dans ces pays, et à plusieurs chocs exogènes nationaux et internationaux qui ont entravé leur croissance économique.

A la suite de ce scénario adverse, ces pays ont commencé à accumuler la dette externe dans les années soixante-dix et plus intensivement, dans la décennie suivante, atteignant des proportions extrêmes de ratio de dette respectivement sur PIB et exportations dans le milieu des années quatre vingt dix (graphique 1).

Rappelons que l'initiative majeure négociée durant cette période a été les accords bilatéraux sous la supervision des créanciers du Club de Paris<sup>1</sup>. Ces accords sont complétés ultérieurement par l'initiative d'allègement de la dette des Pays Pauvre Très Endettés (PPTE) en 1996 et amélioré par la version de 1999.

Au début des années soixante dix, les pays de l'UEMOA avait en moyenne un niveau de dette extérieur presque égal au total des exportations et cette même dette tourne autour d'un cinquième du PIB de l'union. A la fin des années quatre vingt, le stock de la dette était devenu égal au PIB annuel de l'union et plus de huit périodes d'exportation.

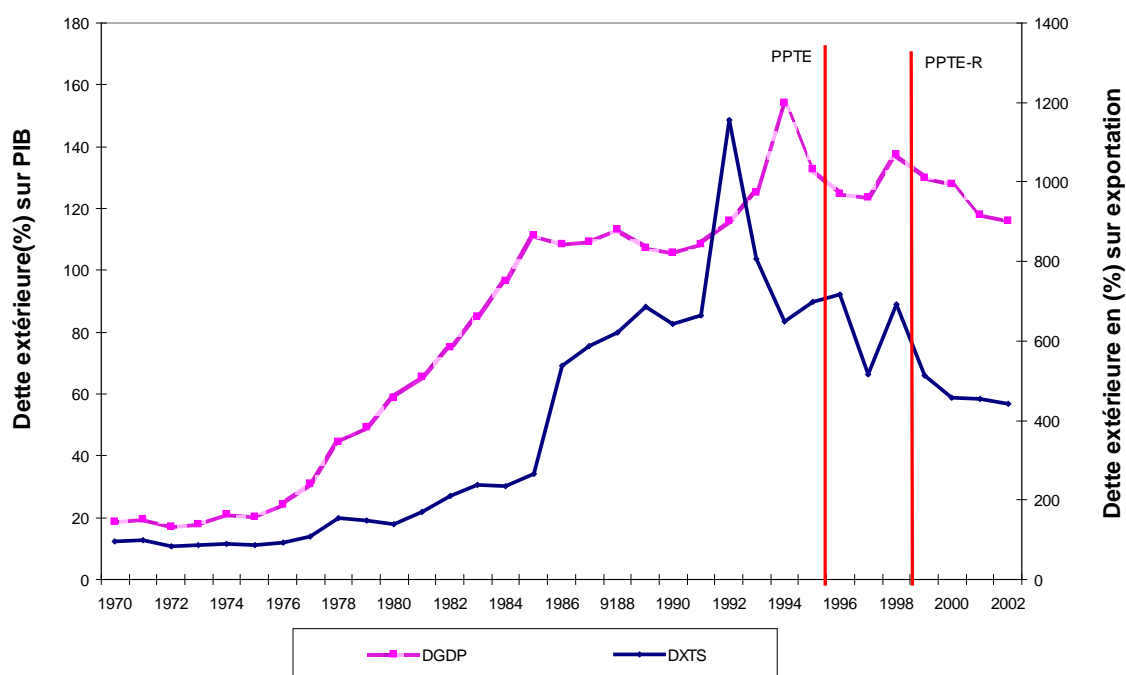
L'augmentation de la dette extérieure a été vue comme insoutenable et a déterminé un certains nombres d'initiatives d'allègement de la dette pendant les années 80 et 90 passées (Toronto, London, Naples et Lyon), après que les donateurs bilatéraux ont accepté un rééchelonnement dans des termes concessionnels.

Néanmoins, le stock de la dette externe a continué à augmenter et à son sommet le niveau de la dette des pays de l'UEMOA a atteint 160 % du PIB en (1994) et près de 1200 % des recettes d'exportations (1993). Par la suite, les ratios de la dette ont commencé à décliner surtout dans les cinq dernières années.

---

<sup>1</sup> Le Club de Paris est un groupe informel de créanciers publics dont le rôle est de trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement de pays endettés. Les créanciers du Club de Paris leur accordent un allègement de dette pour les aider à rétablir leur situation financière.

Graphique 1 : Dette extérieure dans les pays de l'UEMOA



Source : World Bank African Database (World bank, 2004)

Grâce à l'initiative PPTE lancée par la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) en 1996 et renforcée en 1999, la moyenne du ratio de la dette extérieure sur PIB à 45% et le ratio de la dette sur exportation à 1500% ont été identifiés comme le niveau du seuil soutenable de la dette sous l'initiative PTTE.

Finalement, en 2005, les donateurs ont promis d'annuler la dette entière tenue par l'Association pour le Développement International de la Banque mondiale, le FMI, le Fonds Africain de Développement et la Banque Inter américaine pour le Développement pour les pays qui ont atteint le point d'achèvement sous l'initiative PPTE.

Parallèlement, depuis le début des années 2000, on tente d'expliquer une partie de la croissance économique par la qualité des institutions de l'Etat.

Rappelons que la qualité des institutions fait partie des conditions à remplir pour bénéficier de l'allègement de la dette des Institutions Financières Internationales.

Parmi les pays de l'UEMOA, rares sont ceux qui n'ont pas connu ce problème de gouvernance durant ces deux dernières décennies à travers les rébellions, le coup d'Etat ou le problème de corruption ou de mal gouvernance.

Les institutions économiques déterminent les motivations aussi bien que les contraintes sur individus et groupes dans la société en affectant la distribution de ressources.

Les pays avec de solides droits de propriétés, les règles de loi et une bonne qualité d'institutions politiques devraient connaître une forte croissance, par contre, les pays dont l'environnement est caractérisé par la corruption, l'expropriation, une démocratie limitée, des droits de propriétés physique et intellectuel incertains découragent l'augmentation de la production générant une diversion des ressources.

L'objectif principal de ce travail est de vérifier si l'action conjuguée de nombreuses initiatives d'allègement de la dette au milieu de la décennie 90 et de l'effet de la bonne gouvernance ont eu un effet significatif sur le taux de croissance économique dans les pays membres UEMOA. Après, on comparera les effets de l'échantillon global des pays de l'UEMOA à ceux des pays uniquement admis aux dernières initiatives d'allègement de la dette.

Le travail est structuré en cinq principales parties. Dans la section 2 on présentera la situation économique et financière créée par les initiatives PPTE et IADM dans les pays de l'UEMOA. La section 3 donnera un aperçu de la relation institution et développement économiques. Le cadre théorique et la méthodologique seront présentés à la section 4 et les résultats, discussions et conclusion feront l'objet de la 5<sup>ème</sup> section.

## **1.1 Les fondement de la théorie du surendettement et de la relation institutions**

### **Croissance économique**

Le cadre théorique de ce travail repose sur la théorie du surendettement (Krugman, Sachs, 1989), lesquels prédisent qu'une dette élevée est nuisible à la croissance économique dès lors qu'elle décourage les investissements. En effet, en présence d'un surendettement c'est-à-dire lorsque la dette d'un pays dépasse normalement sa capacité de remboursement, on peut s'attendre à ce que le service de la dette soit une fonction croissante du niveau de sa production. L'excès de la dette agit comme une taxe distortionnaire, étant donné que les gens supposent qu'une part de leur futur revenu sera utilisée pour le remboursement des crédits et par conséquent baissent ou remettent en cause les investissements entravant ainsi la croissance économique. Une autre conséquence du surendettement, c'est que le gouvernement n'est plus encouragé à faire des réformes structurelles et budgétaires importantes s'il pense que celles-ci vont bénéficier surtout aux créanciers étrangers. Le surendettement peut en outre freiner la croissance en renforçant l'incertitude quant aux actions et politiques que le gouvernement mènera pour assurer le service de la dette.

Selon Rina et al (2004) la dette extérieure a le potentiel de stimuler la croissance économique à condition qu'elle serve à financer des investissements. Mais, elle explique que l'endettement

doit être mesuré car lorsque le rendement du capital baisse, les avantages nets de tout nouvel investissement pourraient diminuer à mesure que la dette s'accroît.

La théorie conduit donc à penser que l'emprunt extérieur a un effet positif sur l'investissement et la croissance s'il ne dépasse pas un certain seuil; au-delà de ce seuil, son effet devient négatif, donnant lieu à une relation en forme de «courbe de Laffer» entre la dette extérieure, d'une part- l'investissement et la croissance du revenu par habitant d'autre part.

Conceptuellement cette idée est incorporée dans la courbe Laffer de la dette, qui est représentée par un "U inversé" en rapport entre le niveau du stock de la dette et la valeur actuelle nette attendue (VAN) de paiements du service de la dette. Le surendettement dans ce contexte veut dire qu'un pays est au sommet de cette courbe à droite. Dans ce scénario, une baisse du stock de la dette (à travers l'allègement de la dette) augmente la VAN attendue du remboursement. D'où, cette théorie fournit un raisonnement économique pour l'allègement de la dette si le débiteur souffre du surendettement. Telle est la situation des tous les pays de l'UEMOA avant la mise en place de ces initiatives d'allègement de la dette.

Concernant la prise en compte des institutions innovée par Acemoglu et al. (2005), ni l'école néo-classique ni les Nouvelles Théories de la Croissance (NTC) ne nous informent beaucoup au sujet des sources ultimes de différences dans les performances économiques.

L'argument récemment débattu sur la croissance empirique est et « si » les institutions dominant les autres facteurs traditionnels (Dollar et Kraay 2002b, 2003, Rodrick, Subramanian et Trebbi 2004). En effet, il n'y a plus aucun doute quand à l'influence des institutions dans l'explication de la croissance économique. Cependant Douglass (1989) conclut que les institutions sont plus endogènes qu'exogènes.

Si les variables institutionnelles sont endogènes et il est nécessaire de trouver des instruments appropriés pour tester leur impact sur le taux de croissance.

Il y a déjà un travail empirique considérable qui suggère qu'un aspect crucial pour les pays de croître à des taux différents est l'extrême diversité dans les institutions et les politiques publiques qui établissent un environnement socio-économique dans lequel les gens produisent et échangent les biens et services. Dans ce travail, l'aspect institutions qu'on aborde fait référence aux travaux de Kaufman et al (2006). Ces derniers ont exclusivement développé six indicateurs de gouvernance que sont : voix et responsabilité, stabilité politique et absence de violence -terrorisme, l'efficacité du gouvernement, régulateur de la qualité, règle de loi, et contrôle de corruption.

## **2- La situation économique et financière créée par les initiatives PPTE et IADM dans les pays de l'UEMOA.**

Les initiatives d'allègement de la dette des pays pauvres par la Banque mondiale et le FMI étaient intervenues pour éviter que cette dette ne compromette le processus de développement économique de ces pays. Ces initiatives devraient permettre d'appliquer une politique de lutte contre la pauvreté en respectant des engagements en matière de financement des secteurs sociaux. Ce processus a été initié conjointement avec la communauté financière internationale en vue de ramener à un niveau supportable la charge de l'endettement extérieur de la plupart des pays pauvres très endettés.

Parmi les huit pays de l'UEMOA, cinq<sup>2</sup> ont dès la première phase atteint le point d'achèvement au titre de l'initiative PPTE renforcée en 1999. Dès fin 2006, l'ensemble de ces pays était aussi admissible à l'Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM).

Cette remise de dette se présente ainsi comme une contribution au financement du développement et doit permettre à tous ces pays qui ont franchi le point d'achèvement, de bénéficier d'une annulation de 100% de leur dette contractée auprès du FMI, de la BM et de la BAD. Pour apprécier ce que les pays en développement supportent en matière d'effort de paiement du service de la dette, on rapporte ce dernier sur les recettes d'exportation du pays. Plus ce ratio est important, plus le pays aura moins de marge de manœuvre en matière d'exécution de ses dépenses budgétaires surtout d'investissement. Le graphique 2 présente ce ratio, mieux il a été établi avant la mise en œuvre de l'initiative PPTE, après PPTE et après PPTE et IADM. On note pour les pays qui ont bénéficié de ces deux initiatives une disponibilité importante des ressources pour le financement de leur économie.

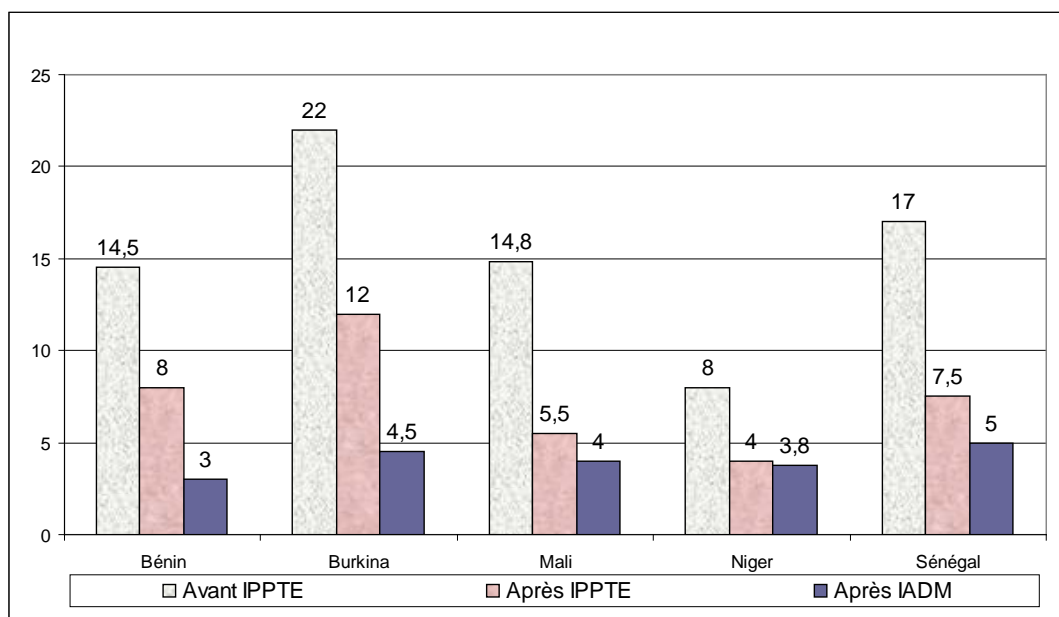
En moyenne, la baisse de ce ratio dans l'union avant l'admission à l'IPPTE et après IADM est de 11,8% ce qui est très important pour l'économie de l'union. La plus forte baisse a été enregistrée au Burkina avec 17,5% et la plus petite au Niger avec 4,2%.

Ainsi, le Burkina par exemple consacrait près de 22% de ses recettes d'exportation au remboursement de la dette, mais avec la remise de sa dette avec l'atteinte des points d'achèvement des deux initiatives, ce ratio est revenu à moins de 5% de ses recettes.

---

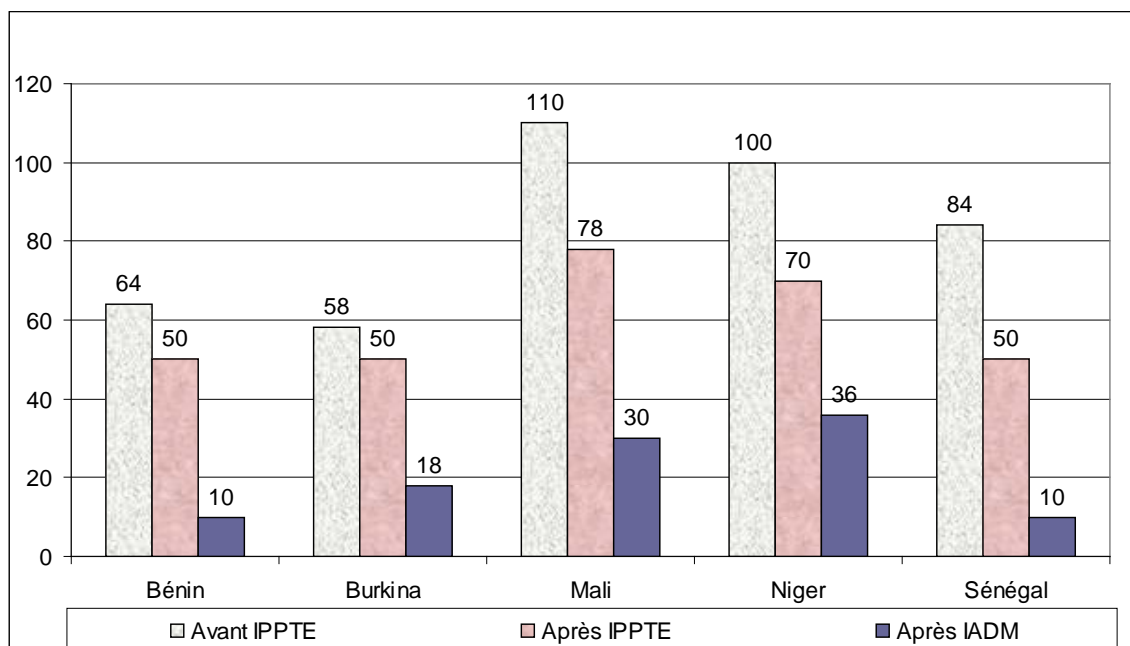
<sup>2</sup> Il s'agit du Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger et Sénégal.

Graphique 2 : Service de la dette en pourcentage des recettes d'exportation



Source : Rapports annuels de l'UEMOA sur la surveillance multilatérale

Graphiques 3 : Dette en pourcentage du PIB



Source : Rapports annuels de l'UEMOA sur la surveillance multilatérale

Mieux, au niveau macroéconomique, on peut rechercher le ratio représentant le montant de la dette sur le Produit Intérieur Brut. Selon les critères de convergences de l'UEMOA, ce ratio doit être inférieur à 60%.

Le graphique 3, laisse entrevoir qu'excepté le Burkina, tous les pays de l'Union avaient un ratio supérieur à cette norme de 60%. Mais, avec le bénéfice de ces deux initiatives, on note



qu'en dehors du Mali et du Niger, tous les autres pays ont pu ramener ce ratio à un niveau inférieur au seuil de 20%. Ce qui montre l'effet important de l'annulation de la dette dont ont bénéficié ces pays. Le nouvel environnement créé au niveau de l'union avec cette remise de dette est de nature à favoriser positivement le financement du développement économique de la zone, mais surtout de permettre la réalisation des grands objectifs économiques en matière de politique économique dans un contexte de bonne gouvernance.

### **3 Les Institutions et le Développement économique**

Ces dernières années de nombreux travaux ont été consacrés à l'importance et à l'apport de la qualité des institutions dans la promotion d'un environnement économique favorable à la croissance. Les analyses empiriques récentes (Alfaro et al., 2005; Glaeser et al., 2004; Acemoglu, 2003; Asiedu, 2003; Edison, 2003; Kaufmann et al., 2002; Rodrick et al., 2002) ont retenu trois mesures générales des institutions. La première de ces mesures, l'indice globale de gouvernance, est la moyenne des six mesures des institutions présentées par Kaufmann et al. (1999). La deuxième mesure concerne les droits de propriété privée et la troisième est le pouvoir exécutif qui fait état des limites institutionnelles et autres qui sont imposées aux chefs d'Etats et aux autres dirigeants politiques.

Cependant, ces mesures mêmes ne sont pas objectives puisqu'elles constituent des appréciations et des évaluations subjectives d'experts nationaux ou des évaluations de la population lors des enquêtes réalisées par des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (Edison, 2003).

De cette analyse, il ressort que la variable institution est endogène et a un caractère subjectif. C'est pourquoi dans ces travaux Edison (2003) stipule qu'il faut être prudent dans l'analyse empirique à ne pas saisir un lien de causalité inverse, c'est-à-dire qu'une amélioration des résultats économiques contribue probablement à une amélioration des institutions.

Une étude du FMI (2003) a analysé la relation entre la qualité des institutions de l'Etat sur trois dimensions économiques (niveau de développement, croissance et instabilité de la croissance) et a abouti à des résultats significatifs. Pour évaluer l'effet des institutions sur les résultats économiques, ils ont conçu un modèle économétrique simple qui met en relation les résultats macroéconomiques de chaque pays avec une mesure de ses institutions, une série de mesures de sa politique macroéconomique et une série de variables exogènes. Selon cette étude, la qualité des institutions influe de manière significative non seulement sur le revenu,

mais aussi sur la croissance et son instabilité. Ce constat se confirme quelle que soit la mesure des institutions utilisée.

Selon cette étude, les institutions ont un effet statistiquement significatif sur les résultats économiques : elles accroissent substantiellement le PIB par habitant et ce, peu importe que la qualité des institutions soit mesurée à l'aide d'indicateurs globaux (tels qu'un indicateur agrégé des perceptions de la gestion du secteur public) ou plus spécifiques (tels que le degré de protection des droits de propriété ou d'application de l'état de droit). De plus, les résultats empiriques intègrent la possibilité d'un lien de causalité inverse. Edison (2003) conclut que les pays en développement pourraient sensiblement améliorer leurs résultats économiques en renforçant leurs institutions. Par exemple, si la qualité moyenne des institutions en Afrique subsaharienne rattrapait celle des pays asiatiques en développement, le revenu par habitant de la région s'élèverait de 80 %, passant d'environ 800 dollars à plus de 1.400 dollars.

Cette même étude du FMI montre également que les institutions exercent un effet robuste et significatif sur la croissance du PIB par habitant, qui s'explique peut-être en partie par le fait qu'elles renforcent la viabilité de l'action des pouvoirs publics. Par exemple, la croissance annuelle du PIB par habitant en Afrique subsaharienne augmenterait de 1,7 point si la qualité des institutions atteignait la moyenne de leur échantillon d'étude.

Concernant la relation institution de l'Etat et l'instabilité de la croissance économique, la même étude indique aussi que les institutions ont un effet marqué sur l'instabilité de la croissance (mesurée par l'écart type du taux de croissance du PIB par habitant) : plus la qualité des institutions est élevée, moins la croissance est instable. De plus, l'impact demeure significatif même après neutralisation des effets de l'action des pouvoirs publics (écarts d'inflation, surévaluation de la monnaie, ouverture, déficits publics, etc). Par exemple, si la qualité des institutions en Afrique subsaharienne égalait la moyenne de leur échantillon d'étude, l'instabilité de la croissance économique dans la région baisserait de 16 %.

On a trouvé des résultats robustes concernant le facteur institutionnel, mais reste à savoir quel est le rôle des pouvoirs publics dans le développement économique ? De manière plus générale, la corrélation entre les institutions et l'action des pouvoirs publics semble indiquer qu'une action avisée doit être appuyée par de bonnes institutions, tandis que des institutions défaillantes réduisent peut-être les chances qu'une politique avisée soit adoptée ou compromettent peut être son efficacité. Autrement dit, l'essentiel n'est pas que l'action des pouvoirs publics soit un facteur négligeable, mais bien que son effet sur les résultats économiques se retrouve déjà dans la solidité des institutions.

#### 4- Le cadre théorique et la méthodologie

A ce niveau, on va décrire le modèle de croissance dans un premier paragraphe, ensuite dans un second, on présentera les sources de différentes données utilisées dans ce travail. La méthodologie fera l'objet du troisième paragraphe.

##### 4.1- Le modèle de croissance

On a effectué une analyse en données de Panel. Le modèle de référence s'inspire des travaux d'Andrea (2007). L'équation de la croissance qui sera estimée est la suivante :

$$\Delta Y_{it} = (\alpha - 1)Y_{i,t-1} + X_{i,t}\beta' + \delta_1 DETTE_{i,t} + \delta_2 DETTE_{i,t}^2 + \eta_i + \tau_t + \varepsilon_{i,t} \quad (1)$$

Cette équation est équivalente à celle du modèle du panel dynamique suivant :

$$Y_{it} = \alpha Y_{i,t-1} + X_{i,t}\beta' + \delta_1 DETTE_{i,t} + \delta_2 DETTE_{i,t}^2 + \eta_i + \tau_t + \varepsilon_{i,t} \quad (2)$$

Où  $Y_{it}$  est le logarithme du produit intérieur brut par habitant en parité du pouvoir d'achat du pays  $i$  au temps  $t$  (et  $\Delta Y$  est le taux de croissance du PIB calculé en log différence),  $Y_{i,t-1}$  est le log décalé du revenu (représentatif du niveau de développement économique).  $X_{i,t}$  est un ensemble de variables de contrôle comme le taux d'investissement brut (public et privé), en pourcentage du PIB, l'ouverture commerciale, le taux de scolarisation au secondaire, les variations des termes de l'échange (représentative des chocs externes), le taux d'inflation, le montant de l'allègement de la dette, les indicateurs de bonne gouvernance.  $DETTE$  représente les différents indicateurs de la dette extérieure comme le ratio de la dette publique et publiquement garantie sur le PIB, le ratio de la dette totale (publique et privée) sur le PIB.  $\eta_i$  et  $\tau_t$  capturent respectivement les effets fixes pays et temporels et  $\varepsilon_{it}$  désignent les classiques termes d'erreur désignant la variabilité dans le temps et entre les pays.

## 4.2 –Les sources des données

La base des données concerne les huit pays de l’UEMOA sur une période de 1980 à 2006.

La majorité provient du World Development Indicators (WDI) 2007 de la Banque mondiale et du FMI. La variable éducation représentée par le taux de scolarisation du secondaire a été construite et actualisée par Barro-Lee<sup>3</sup> avec les données du WDI 2007.

Pour tenir compte de l’aspect institutionnel dans le modèle, on a utilisé les six indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale développés par Kaufmann et al (2006) que sont : voix et responsabilité, stabilité politique et absence de violence -terrorisme, l’efficacité du gouvernement, régulateur de la qualité, règle de loi, et contrôle de corruption.

Les évidences descriptives qui ont permis d’apprécier la relation gouvernance et croissance économique ont nécessité l’utilisation des indicateurs institutionnels appelés « Country Policy and Institutional Assessments (CPIA) score » qui est un indicateur confidentiel de la qualité des politiques et des institutions développé par la Banque mondiale. Le « CPIA » répartit la qualité de la politique et du fonctionnement institutionnel du pays. Leur estimation, classée de 1 (faible) à 6 (élevée), est basée sur tous les facteurs clefs qui prennent en compte la croissance pro-pauvre et la réduction de la pauvreté (gestion économique, politiques structurelles, politique avec implication d’équité sociale, gestion public et institutions).

## 4.3 La méthodologie

Pour analyser l’effet de l’allègement de la dette et la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de l’UEMOA, on adopte une approche économétriques en données de Panel avec comme estimateur, la Méthode des Moments Généralisés (MMG).

Etant donné que la variable CPIA utilisée dans ce travail est faiblement exogène, la méthode d’estimation la plus appropriée comme le recommandent Blundell et Bond (2000) est la méthode des moments généralisés en système (MMGS) car elle réduit de manière significative le biais d’échantillonnage par rapport à l’estimateur MMG en différence et améliore les gains de précision.

---

<sup>3</sup> <http://www.cid.harvard.edu/ciddata/ciddata.html> (dernière consultation : Février, 2010).

## **5-Les Résultats et discussion**

Dans l'ensemble, ces résultats seront présentés à deux niveaux différents. Un premier paragraphe présentera quelques évidences descriptives de l'allègement de la dette sur certains indicateurs macroéconomiques ainsi que la relation entre gouvernance et croissance économique. Enfin dans un dernier paragraphe on analysera les résultats du modèle de croissance économique.

### **5.1 Les Evidences descriptives**

Ces évidences seront présentées à trois niveaux différents. Premièrement, le tableau 1 présente les différents scores des six indicateurs de gouvernance entre les pays qui ont reçu l'allègement de la dette et ceux qui n'ont eu dans toutes les périodes exceptées l'allègement de la dette entre 1996-1999. On constate une différence significative en général de ces scores. Une indication similaire peut être illustrée aussi par l'inspection de la relation entre l'allègement de la dette et institutions passées, pour les pays de l'UEMOA en entier et pour ceux ayant bénéficié de toutes les initiatives de l'allègement de la dette (graphique 4).

Deux groupes de pays ont été constitués. Le groupe A comprend tous les pays de l'UEMOA. Le groupe B comprend les cinq pays ayant bénéficié des dernières initiatives d'allègement de la dette. En analysant la figure du groupe A, il ressort qu'il existe certes une corrélation positive entre l'allègement de la dette et les institutions passées, cependant la relation devient plus forte au niveau du groupe B. Ainsi, on peut penser que cette initiative a probablement influencé les donateurs vers une stratégie de prêt visant à récompenser les pays qui ont les meilleures institutions et politiques.

Tableau 1 : Allègement de la Dette et Institutions

Période (t)	Non allègement de la dette CPIA <sub>t-1</sub>	Allègement de la dette CPIA <sub>t-1</sub>	Obs.	t-test (p-value)
1996-1998	26,88	37,93	3	0,014
1999-2001	17,88	39,80	3	0,001
2002-2004	16,55	40,42	3	0,001
2005-2008	12,52	40	2	0,014
Total	19	39,49	11	0,000

Notes : Ce tableau présente la moyenne des indicateurs de gouvernance à la période t-1 pour les pays qui ont reçu ou non un allègement de la dette à la date t. La dernière colonne reporte la valeur de la probabilité du test d'égalité des moyennes qui, sous l'hypothèse précise que les valeurs des indicateurs de gouvernances dans les pays qui ont reçu un allègement de la dette sont supérieurs à ceux des pays qui sans allègement de la dette.

Deuxièmement, l'une des manières d'apprécier l'efficacité de l'allègement de la dette consistera à une représentation visuelle de la corrélation actuelle entre l'allègement de la dette et des résultats d'un changement subséquent des différentes variables macroéconomiques. Ainsi, on mesure le changement de la variable dépendante  $Y_t - Y_{t-1}$ , pendant que la mesure correspondante de l'allègement de la dette fait référence à  $t-1$ .

Parmi les variables qui peuvent être affectées par l'allègement de la dette on retient dans l'ordre les suivantes pour tester quelques hypothèses :

1. Le taux de croissance réelle du PIB par habitant, calculé comme log-différence du PIB/hbt mesuré en PPA au dollar constant international.
2. le taux d'investissement (INV), calculé comme la part de la Formation Brut du Capital Fixe (FBCF) sur le PIB, pour tester de la présence du surendettement.
3. Le ratio de l'Investissement Direct Etranger sur PIB (IDE), pour évaluer si la réduction de la dette est perçue comme un signal positif par la communauté internationale afin que l'investissement privé augmente leur présence dans les pays.
4. Le ratio de la dette intérieure sur PIB (DomD). Dans ce cas, l'hypothèse testée est basée sur une conséquence involontaire de l'initiative PPTE, basée sur un ajustement asymétrique du côté réel et monétaire de l'économie, qui détermine vraisemblablement une augmentation du crédit intérieure.
5. La qualité de la politique et institution mesurée, alternativement en général par les six indicateurs de gouvernance dans le monde, pour voir si l'allègement de la dette va main à main avec l'amélioration du fonctionnement des institutions.

Les graphiques 5 à 9 montrent la corrélation entre l'allègement réel de la dette et un changement subséquent des variables ci-dessus dans les deux groupes.

Le diagramme de la figure 5 montre une corrélation négative entre le montant de la dette annulée et le taux de croissance du PIB dans le groupe A, mais cette relation devient positive dans le groupe B. Ce résultat conforte l'hypothèse selon laquelle l'allègement de la dette stimule la croissance dans les PPTE.

Le taux d'investissement aussi ne paraît pas suivre la réaction de l'allègement antérieure de la dette dans les deux groupes (graphique 6). Par contre, le graphique 7 montre une corrélation positive entre l'allègement de la dette et l'IDE dans les deux groupes. Mieux, la corrélation est relativement plus remarquée dans le groupe B que dans le groupe A. Cela signifie que les investisseurs ont un peu changé leur stratégie d'investissement dans ces pays au cours de ces périodes. Le diagramme du graphique 8 indique dans l'échantillon complet une relation négative entre allègement de la dette et le crédit domestique tandis que cette relation devient positive dans l'échantillon des 5 pays. Ce résultat confirme l'hypothèse discutée par Arnone et presbitero (2007) qui ont trouvé une augmentation significative du crédit domestique dans les pays bénéficiaires des initiatives d'allègement de la dette. L'augmentation du financement interne est principalement due au processus de l'ajustement asymétrique impliqué par l'Initiative PPTE. Finalement, le graphique 9 reflète l'aspect critique de l'efficacité des institutions. A ce niveau aussi, la corrélation positive notée dans le groupe B est plus importante que celle du groupe A. Dans le cas présent, on peut affirmer que les index de la qualité de la gouvernance ont montré une amélioration remarquable dans le groupe B. Ce dernier résultat peut être comme un signal positif dans l'apprentissage des mécanismes d'allègement de la dette.

Ces résultats peuvent être globalement expliqués par la différence significative des scores de la qualité des institutions entre les trois groupes (graphiques 10 et 11). Ainsi, au niveau du graphique 10 on remarque que la moyenne des scores de la qualité des institutions de Kaufmann dans le groupe B en 2005 comme en 2008 est largement supérieure à celle du groupe A, elle-même supérieure à celle du groupe C. Ces mêmes résultats dans leurs différences se retrouvent au niveau du graphique 11 avec les scores CPIA de la Banque mondiale.

En somme, l'ensemble de ces évidences descriptives montrent très clairement, une relation de causalité (même en sens inverse) entre la qualité des institutions et un certains nombre de performances économiques enregistrées dans certains pays de l'UEMOA.

## 5.2- Interprétation et analyse économique des résultats

Les résultats des estimations sont présentés en tableau 5 en annexe. Dans l'ensemble, toutes les spécifications sont pertinentes. Il apparaît néanmoins raisonnable de résoudre le biais d'autorégressivité inhérente à l'introduction de la variable dépendante retardée dans le modèle. C'est ce qui a nécessité l'estimation MMG en système d'Arellano et Bond qui donne des résultats très efficaces. Il est à remarquer que cette méthode d'estimation permet de résoudre en partie le problème d'endogénéité posé.

Les résultats du tableau 5 montrent l'absence d'une convergence conditionnelle mais un effet positif de l'investissement et de l'éducation sur la croissance économique.

Les colonnes 2-3 et 4 de ce même tableau montrent l'évidence d'une relation de non linéarité entre la dette et la croissance économique. Les coefficients de ces régressions dans ces colonnes sont concordants avec la courbe « Laffer de la dette ».

L'augmentation de la croissance économique associée à une amélioration des indicateurs de bonne gouvernance tourne autour de 0,002%. Les résultats de l'estimation montrent aussi une relation négative entre les valeurs passées de la dette et la croissance. Les variables de contrôle telles que l'ouverture économique et le taux de croissance des termes de l'échange ne sont pas généralement significatives, mais influencent toutes les deux négativement la croissance dans ce modèle. Les résultats des différentes estimations corroborent les hypothèses théoriques confirmant que la qualité des institutions joue un rôle positif dans l'explication de la croissance économique. Il a été aussi vérifié à tous les niveaux que l'allègement de la dette extérieure explique positivement la croissance économique dans l'espace UEMOA. Dans l'ensemble, les variables apparaissent pertinentes et sont statistiquement significatives avec le signe attendu.

La qualité des institutions mesurée par la liberté de parole et responsabilité, la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, la règle de loi et la lutte contre la corruption est apparue statistiquement significative. En effet, ces résultats indiquent que malgré la qualité moyenne des institutions dans l'espace UEMOA, ces pays peuvent encore booster la croissance économique dans cet espace en améliorant d'avantage la qualité de leurs institutions. Des résultats semblables ont été trouvés par Presbitero (2008). Les implications politiques de l'analyse sont claires. Les pays qui souhaitent une croissance soutenue et régulière doivent montrer des réelles capacités à conduire les politiques économiques du gouvernement, à créer un environnement favorable



à la liberté d'expression, au respect d'un Etat de droit, à éviter et circonscrire toute forme de violence ou d'instabilité politique, à prendre de la hauteur par l'élimination de toute forme de corruption. La variable allègement de la dette a été aussi positivement significative au niveau de toutes les estimations. Cela correspond à l'attente des institutions financières internationales en ce sens que l'allègement de la dette précédé par la création d'un contexte de bonne gouvernance et une utilisation judicieuse de ces fonds dans la lutte contre la pauvreté et des investissements dans des secteurs sociaux permettront à terme de renouer avec la croissance économique. Ralf (2005) a trouvé les mêmes résultats dans l'étude où il a pu vérifier que l'allègement de la dette a eu un effet positif pour les PPTE et un effet négatif au niveau des pays non PPTE.

Parallèlement, même contrôlé par la qualité des institutions, l'endettement externe est efficacement corrélé avec une baisse de la croissance dans l'espace UEMOA. Le rôle de la politique macroéconomique a été trouvé essentiel pour la croissance économique, supportant l'adoption de la sélectivité et la conditionnalité dans les programmes d'allègement de la dette. Finalement, l'allègement de la dette pourrait déclencher la croissance économique, même si son effet direct paraît être limité.

## Conclusion générale

Dans ce papier, on a fait dans un premier temps à travers des évidences statistiques, une évaluation ex-post de l'allègement de la dette dans l'espace UEMOA, en regardant sur ces dernières années si le développement de ces programmes par les Institutions Financières Internationales a changé l'efficacité de l'allègement de la dette aussi bien que la politique des donateurs et des prêteurs.

Les évidences descriptives ont permis de trouver des effets positifs de l'allègement de la dette sur la croissance, la qualité des institutions et le crédit domestique. Par contre, ceci ne s'est pas avéré concluant sur l'IDE, et l'investissement. Ce dernier résultat peut se comprendre si on accepte l'hypothèse qu'une part de l'allègement de la dette concerne probablement une dette qui ne peut être entretenue dans tous les cas, ce qui fait que l'accord de l'allègement formel de la dette ne libère pas beaucoup de ressources pour l'investissement et donc ne change pas la motivation pour les investisseurs étrangers et domestiques.

Mais, ces résultats ne disent pas nécessairement que l'allègement de la dette est inefficace : peut être que plus de temps est nécessaire pour probablement récolter les bénéfices de l'annulation de la dette et si son efficacité dépend de l'amélioration des institutions, on devra attendre que l'allègement courant de la dette accomplisse de meilleurs résultats dans le futur. Par contre, on a trouvé un changement du financement extérieur vers le financement intérieur dans l'initiative PPTE depuis son lancement. L'accroissement du crédit domestique est une conséquence de l'initiative PPTE et cela sape la soutenabilité de la dette totale et des dépenses pro-pauvres depuis que les services de la dette intérieure constituent une grande part de revenus du gouvernement. Les avocats de l'allègement de la dette supposent explicitement ou implicitement que ces dettes extérieures sont une résistance sur l'investissement domestique et étranger et sur la croissance économique, donc entretenant les pays endetté dans un piège de la pauvreté.

Les analyses de la relation entre gouvernance et croissance économique ainsi que l'effet de la gouvernance sur le revenu ont permis de conclure à un effet significativement positif de la qualité des institutions sur trois dimensions économiques ; niveau de développement, croissance et instabilité de la croissance dans le groupe B. Du reste, les mauvais résultats des groupes A et C s'expliquent par la faible moyenne de la qualité de leur institution.

Dans un deuxième temps, l'estimation du modèle de croissance économique a révélé que l'allègement de la dette a eu un effet positif mais faible sur la croissance économique dans

l'espace UEMOA (0,0039%). Ce résultat quand bien même positif est quand même insuffisant vu les défis que ces pays ont à relever dans le cadre de la lutte contre la pauvreté d'un côté. De l'autre, ce résultat est aussi inférieur à la moyenne des pays Africains qui ont vu l'aide accroître leur croissance de 0,04% (FMI, 2003).

Sachant qu'un des facteurs responsable de l'efficacité de l'allègement de la dette sur la croissance économique est sans doute la qualité des institutions dans cet espace. A ce niveau aussi, l'impact de la qualité des institutions sur la croissance économique était faible de l'ordre de 0,0029% alors même que cette étude du FMI pour le compte des PPTE d'Afrique révèle cette contribution à 0,07% (Kraay, 2005). Il ressort de ces résultats comparatifs que les pays de l'UEMOA ont un déficit à relever à travers l'amélioration conséquente de leurs institutions afin d'espérer voir leur contribution atteindre au moins celle de la moyenne des pays des pays Africains voire même la dépassée.

Peut être que des recherches supplémentaires sont nécessaires pour développer des meilleures mesures de l'allègement de la dette, mais les résultats de ce travail suggèrent que cet allègement est une voix pour augmenter les taux de croissance dans les pays de l'UEMOA.

## Bibliographie :

Acemoglu, D., Johnson, S., and Robinson, J.A (2005). Institutions as a Fundamental Cause of Long-Run Growth, in Philippe Aghion and Stephen Durlauf (eds) Handbook of Economic Growth, Amsterdam, Elsevier.

Acemoglu, D., J. A. Robinson, Y. Thaicharoen and S. Johnson. 2003. « Institutional Causes, Macroeconomic Symptoms: Volatility, crises and Growth.» Journal of Monetary Economics, Vol. 50, pp. 49-123

Alfaro, L. et al. 2005. « Capital Flows in a Globalized World: The Role of Policies and Institutions.» Working Paper for the NBER Conference on International Capital Flows.

Arellano, M. and S. Bond. 1991. « Some Tests of Specification for Panel Data: Monte Carlo Evidence and an Application to Employment Equations.» The Review of Economic Studies 58: 277-97.

Arnone, Marco and Andrea F. Presbitero. 2007. “External Debt Sustainability and Domestic Debt in Heavily Indebted Poor Countries.” *Rivista Internazionale di Scienze Sociali* CXV(2):187- 213.

Arslanalp, Serkan and Peter Blair Henry. 2006. “Policy Watch: Debt Relief.” Journal of Economic Perspectives 20(1):207- 220.

Asiedu, E. 2003. « Foreign Direct Investment to Africa: The Role of Government Policy, Governance and Political Instability.» Department of Economics, University of Kansas

Barro, Robert J. and Jong-Wha Lee. 2001. “International data on educational attainment: updates and implications.” Oxford Economic Papers 53(3):541 - 563.

Blundell, R., et S. Bond.2000. « GMM Estimation with Persistent Panel Data : An Application to Production Functions » , Econometric Reviews, vol. 19, no 1, p. 321-340.

Blundell, R., et S. Bond.1998. « Initial Conditions and Moment Restrictions in Dynamic Panel Data Models », *Journal of Econometrics*, vol. 87, p. 115-143.

Burnside, Craig, and David Dollar (2000). Aid, Policies and Growth. *American Economic Review* 90(4), 847-868.

Chowdhury, Abdur R. 2004. External Debt, Growth and the HIPC Initiative: Is the Country Choice Too Narrow? In *Debt Relief for Poor Countries*, ed. Tony Addison, Henrik Hansen and Finn Tarp. New York: Palgrave Macmillan chapter 8, pp. 158- 180.

Clements, Benedict J., Rina Bhattacharya and Toan Quoc Nguyen. 2003. External Debt, Public Investment, and Growth in Low-Income Countries. IMF Working Papers 03/249 International Monetary Fund.

Cohen, Daniel. 1993. "Low Investment and Large LDC Debt in the 1980's." *American Economic Review* 83(3):437- 49.

Commission de l'UEMOA : (juin 2009) Rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale

Cordella, Tito, Luca Antonio Ricci and Marta Ruiz-Arranz. 2005. Debt Overhang or Debt Irrelevance? Revisiting the Debt Growth Link. IMF Working Papers 05/223 International Monetary Fund.

Depetris Chauvin, Nicolas and Aart Kraay. 2005. "What Has 100 Billion Dollars Worth of Debt Relief Done for Low-Income Countries?" The World Bank.

Dessy, Sylvain E. and Desire Vencatachellum. 2007. "Debt Relief and Social Services Expenditure: The African Experience, 1989-2003." *African Development Review* 19(1):200-216(17).

Djankov, Simeon, Jose Montalvo and Marta Reynal-Querol. 2008. "The curse of aid." *Journal of Economic Growth* 13(3):169 - 194.

Dollar, D., and Kraay, A. (2002a). Trade, Growth and Poverty, *Economic Journal*, Vol. 114, F22-F49.

Dollar, D., and Kraay, A. (2002b). Growth is Good for the Poor, *Journal of Economic Growth*, 7, 195-225.

Douglass C North. 1995. *Institutions and Economic Growth: An Historical Introduction*. 1989. *World Development*, Vol. 17, No. 9, pp. 131-1332, 1989.

Easterly, William. 2002. "How Did Heavily Indebted Poor Countries Become Heavily Indebted? Reviewing Two Decades of Debt Relief." *World Development* 30(10):1677- 1696.

Edison, H. 2003. « Qualité des Institutions et Résultats Economiques: Un lien vraiment étroit? » *Finances et Développement*, Juin 2003

Elbadawi, Ibrahim A., Benno J. Ndulu and Njuguna Ndung'u. 1997. Debt Overhang and Economic Growth in Sub-Saharan Africa. In *External Finance for Low- Income Countries*, ed. Zubair Iqbal and Ravi Kanbur. Washington D.C.: IMF Institute chapter 5.

Glaeser, E. and al. 2004. « Do Institutions Cause Growth? » *Journal of Economic Growth*, N°9

Governance Matters 2009. *Worldwide Governance Indicators, 1996- 2008*. World Bank Institute

Group, Independent Evaluation. 2006. *Debt Relief for the Poorest. An Evaluation Update of the HIPC Initiative*. Washington DC: The World Bank.

Guillaumont Patrick, and Lisa Chauvet (2001). *Aid and Performance: A Reassessment*. *Journal of Development Studies* 37(6), 66-92.

Hansen, Henrik. 2004. The Impact of External Aid and External Debt on Growth and Investment. In *Debt Relief for Poor Countries*, ed. Tony Addison, Henrik Hansen and Finn Tarp. New York: Palgrave Macmillan chapter 7, pp. 134-157.

Hansen, Hendrik, and Finn Tarp (2001). Aid and Growth Regressions. *Journal of Development Economics* 64, 547-570.

Harrabi, Sana, Lobna Bousrih and Salisu Mohammed. 2007. "Debt Relief and Credit to the Private Sector in African Countries." *African Development Review* 19(3):469 -480.

Johansson, Pernilla. 2008. Debt Relief, Investment and Growth. Working Paper 11 Lund University.

Kaufman, D., Kraay, A., and Mastruzzi, M. (2006). *Governance Matters V: Aggregate and Individual Governance Indicators for 1996-2005*, World Bank Policy Research Working Paper, N° 4012, September.

Kaufmann, D. and A. Kraay. 2002. « Growth Without Governance.» The World Bank

Kaufmann, D., A. Kraay and P. Zoido-Lobaton. 1999. « Aggregating Governance Indicators.» Policy Research Paper 2195, The World Bank.

Knack, Stephen. 2001. "Aid Dependence and the Quality of Governance: Cross-Country Empirical Tests." *Southern Economic Journal* 68(2):310{329.

Koeda, Junko. 2008. "A Debt Overhang Model for Low-Income Countries". IMF Staff Papers advance online publication.

Komlan Fiodendji. La qualité des institutions et les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique subsaharienne: une estimation par la méthode des moments généralisés en système. 7èmes journées scientifiques du réseau « Analyse Economique et Développement de l'AUF ». Paris- septembre 2006.

Krugman, Paul, 1988, "Financing vs. Forgiving a Debt Overhang", *Journal of Development*

Economics, No. 29, pp. 253-268. Further information in IDEAS/RePEc

Kraat, Aart. Aide, croissance et pauvreté exposé au séminaire du FMI sur l'Aide étrangère et la gestion macroéconomique. Maputo, Mozambique, 14-15 mars 2005.

Loxley, John and Harry A. Sackey. 2008. "Aid Effectiveness in Africa." *African Development Review* 20(2):163- 199(37).

Moss, Todd, Gunilla Pettersson and Nicolas van deWalle. 2006. *An Aid-Institutions Paradox? A Review Essay on Aid Dependency and State Building in Sub-Saharan Africa*. Working Paper 74 Center for Global Development.

Pattillo, Catherine A., Helene Poirson and Luca Antonio Ricci. 2004. *What Are the Channels Through Which External Debt Affects Growth?* IMF Working Papers 04/15 International Monetary Fund.

Pattillo, Catherine A., Helene Poirson and Luca Antonio Ricci. 2002. *External Debt and Growth*. IMF Working Papers 02/69 International Monetary Fund.

Presbitero, Andrea Filippo. 2008. "The Debt-Growth Nexus in Poor Countries: A Reassessment." *Economics: The Open-Access, Open-Assessment E-Journal* 2(30).

Presbitero, Andrea F. 2006. "The Debt-Growth Nexus: a Dynamic Panel Data Estimation." *Rivista Italiana degli Economisti* 3(4):417- 462.

Rajan, Raghuram G. and Arvind Subramanian. 2005. *What Undermines Aid's Impact on Growth?* NBER Working Papers 11657 National Bureau of Economic Research, Inc.

Ralf, Hepp. 2005. *Can Debt Relief Buy Growth?* JEL Classification: F42, F43, O19

Rodrick, D., Subramanian, A., and Trebbi, F. (2004). *Institutions Rule: The Primacy over Geography and Integration in Economic Development*, *Journal of Economic Growth*, 9, 131-165.



Rodrik, D. and al. 2002. « Institutions Rule: The Primacy of Institutions over Geography and Integration in Economic Development.» NBER Working Paper 9305 (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research)

Sachs, Jerey D. 1989. The Debt Overhang of Developing Countries. In *Debt, Stabilization and Development*, ed. Guillermo A. Calvo, Ronald Findlay, Pentti Kouri and Jorge Braga de Macedo. Oxford: Basil Blackwell.

Wood, Adrian. 2008. “How donors should cap aid in Africa.” *Financial Times*.

World Bank African Database 2004. Washington, DC: The World Bank.

World Bank. 2007. *World Development Indicators 2007*. Washington, DC: The World Bank.

## ANNEXES

### Tableau 3 : Statistiques descriptives :

Variabes	Nombres d'observations	Moyennes	Ecart type	Minimum	Maximum
GROWTH	216	0.101	6.301	-29.020	32.560
PIBR	216	7.066	0.436	6.116	8.032
OUV	216	4.117	0.315	3.388	5.449
(DETTE/PIBR)	184	4.512	0.609	2.841	6.152
EDUC	22	6.295	5.652	0.800	15.700
ALLEGE	26	4.717	1.244	2.070	7.790
INVPIB	209	2.757	0.486	0.000	3.879
(DPPG/PIB)	216	6.238	2.900	0.000	10.734
INDIC.GOUV	215	12.820	17.568	0.000	55.000
TXTERME	216	-2.784	32.644	-433.298	49.865
INFLATION	216	5.925	12.703	-7.797	80.788
POP	216	0.333	0.078	-0.070	0.678

### Tableau 4: Matrice de corrélation entre les variables

	GROWTH	PIB/ HBT(-1)	DETTE/ PIBR	DPPG/ PIBR	INV/ PIBR	OUV	EDUC	ALL.	INFL.	TX TERME	INDIC. GOUV
GROWTH	1.0000 216										
PIBRHBT(-1)	-0.1437* 208	1.0000 184									
DETTE/PIBR	0.0006 184	-0.1207 176	1.0000 184								
DPPG/PIBR	-0.0633 216	-0.1737* 208	0.4564* 184	1.0000 220							
INVPIBR	0.1029 209	-0.2896* 201	0.2346* 184	0.1215* 211	1.0000 211						
OUV	-0.1692* 216	-0.0408 208	0.3936* 184	0.1135* 216	0.1128 209	1.0000 216					
EDUC	0.0145 216	-0.0635 208	0.0209 184	0.0312 216	0.0229 209	-0.0223 216	1.0000 216				
ALLEGE	0.1121 216	0.0405 208	0.0316 184	-0.0147 216	0.0200 209	-0.1091 216	-0.0951 216	1.0000 216			
INFLATION	0.1188* 216	-0.2176* 208	0.4208* 184	0.2263* 216	0.2866* 209	0.2694* 216	-0.0033 216	-0.0286 216	1.0000 216		
TXTERME	-0.0199 216	0.0147 208	0.0654 184	0.0128 216	0.0061 209	0.0582 216	0.0245 216	-0.0212 216	0.0507 216	1.0000 216	
INDIC.GOUV*	0.4138* 87	0.3174* 87	-0.5981* 55	-0.0801 87	0.5097* 80	-0.4397* 87	-0.0055 87	0.1707 87	-0.1451 87	-0.1300 87	1.0000 87

Note: \* désigne un niveau de significativité de 5%. Le second nombre en bas désigne le nombre d'observations

**Tableau 5 : Résultats des estimations**

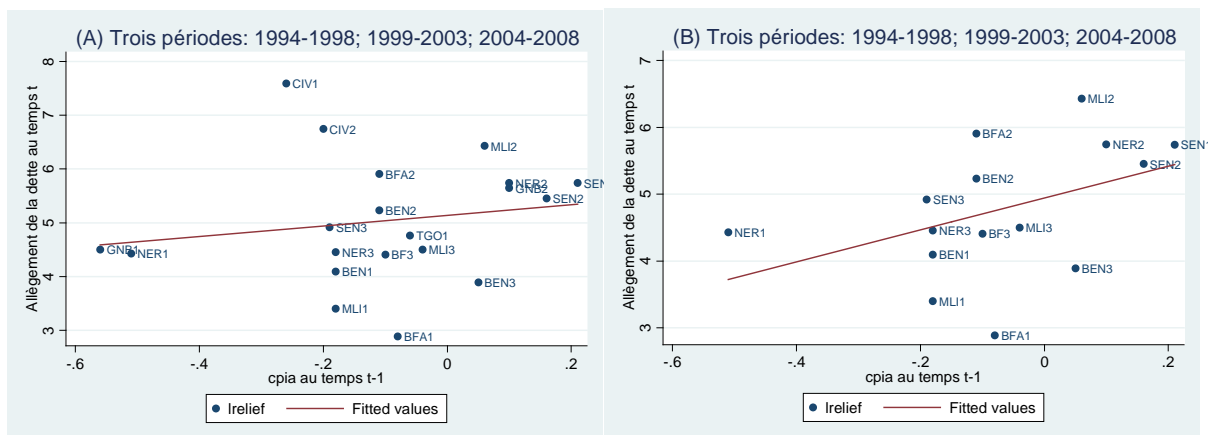
Variable dépendante: GROWTH	( 1 )	( 2 )	( 3 )	( 4 )	( 5 )	( 6 )
PIBR(-1)	0,758*** (6,80)	0,422*** (2,68)	0,770*** (6,01)	0,736*** (6,84)	0,461*** (2,74)	0,768*** (7,59)
INV	0,045*** (6,37)	0,680** (1,90)	0,022 (0,71)	0,40*** (9,17)	-0,0007 (-0,13)	0,029** (2,25)
OUV	-0,107 ** (-1,96)	-0,648 (- 1,54)	-0,117 (-1,63)	-0,0085 (-1,54)	-0,016 (-0,43)	-0,079 (-1,53)
EDUC	0,001*** (2,63)	0,004 (1,57)	0,002** (2,52)	0,001** (2,27)	0,003 (1,48)	0,0015** (2,21)
INFLATION	0,0007*** (3,06)	0,002*** (4,96)	0,0008* (1,76)	0,0039 (1,32)	0,004*** (3,02)	0,0005 (1,60)
TXTERME	-0,00006 *** (-2,56)	0,0008 (0,95)	-0,00008 ** (-1,99)	-0,00004 (-1,24)	0,0011 (1,11)	-0,00003 (-0,99)
POP	0,084 (1,31)	0,385*** (2,77)	0,078 (1,36)	0,052 (0,80)	0,217*** (2,89)	0,858 (1,09)
DETTE-ALLEGE	0,0035** ( 1,99 )		0,0028** (2,19)	0,0032** (1,97)		0,003** (2,43)
INDIC.GOUVERNANCE	0,003** (2,04)	0,001 (1,22)			0,0028*** (2,66)	
(DETTE/PIBR)	-0,062 *** (-2,88)	0,938** (1,93)	0,469 (1,50)			
(DETTE/PIBR) <sup>2</sup>		-0,111 ** (-2,32)	-0,063 * (-1,69)			
(DPPG/PIBR)				0,630*** (3,25)	-0,017 *** (-3,13)	-0,0031 * (-1,87)
(DPPG/PIBR) <sup>2</sup>				-0,0038 *** (-2,60)	0,0017*** (2,93)	
Hansen test of overid, restrictions: Prob > chi2 =	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000	1.000
AR(1)	0,013	0,011	0,010	0,011	0,058	0,011
AR(2)	0,102	0,088	0,106	0,090	0,348	0,108
Nbre d'observations	168	46	168	168	71	193
Nbre d'observation par groupe	21	6	21	21	9	25
Nbre de groupe	8	8	8	8	8	8
F-test	269,22	206,48	4,52e+10	808,46	79,72	2274,16

Les chiffres entre parenthèses représentent les statistiques de student, (\*\*\*) Significatif à 1%, (\*\*) Significatif à 5%, (\*) Significatif à 10%,

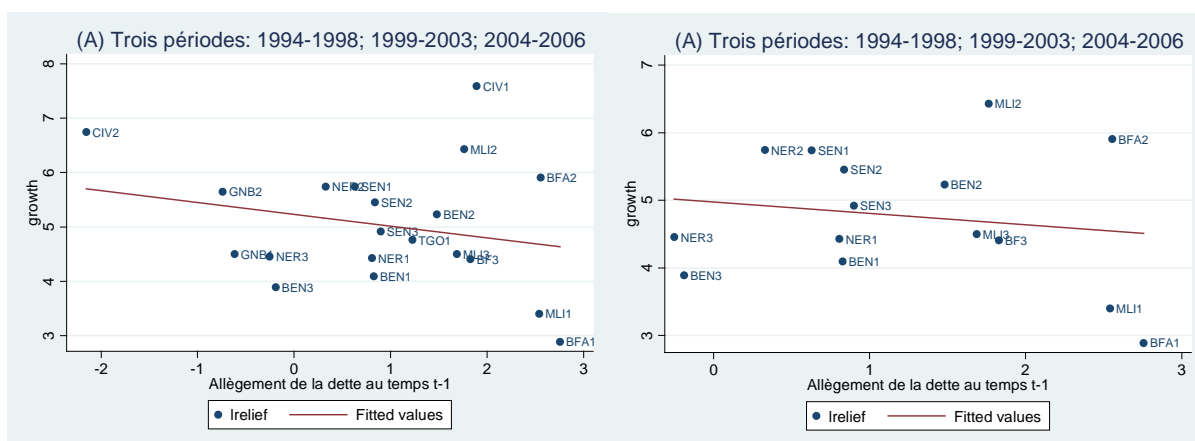
## Graphiques

### Graphique 4 : Institutions passées et Allègement de la dette

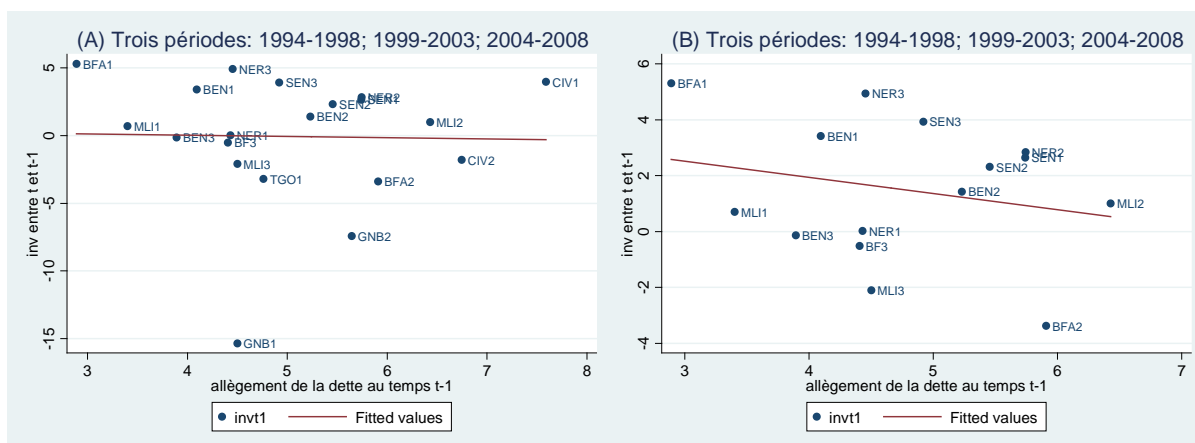
(A) : Tous les pays de l'UEMOA. (B) : pays ayant bénéficié des initiatives PPTE et IADM



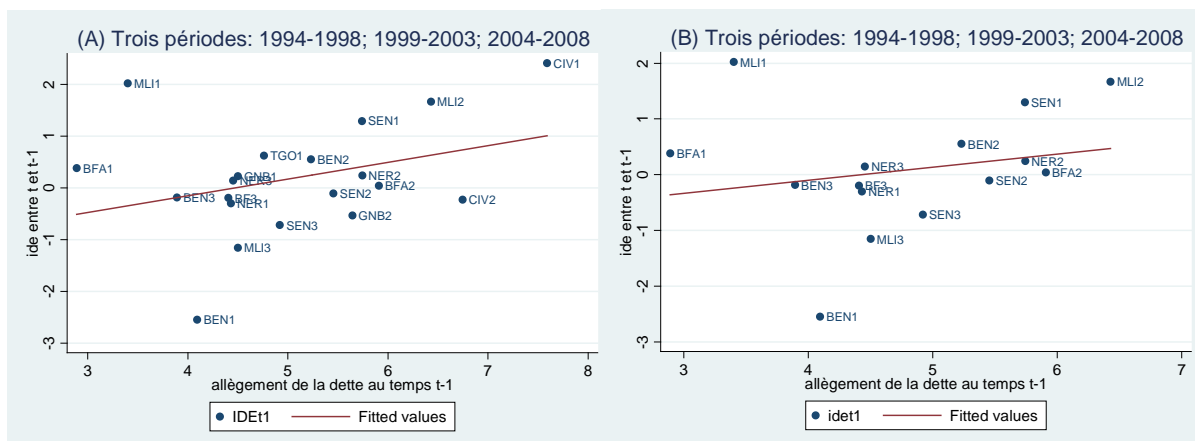
### Graphiques 5 : Allègement de la dette et croissance économique



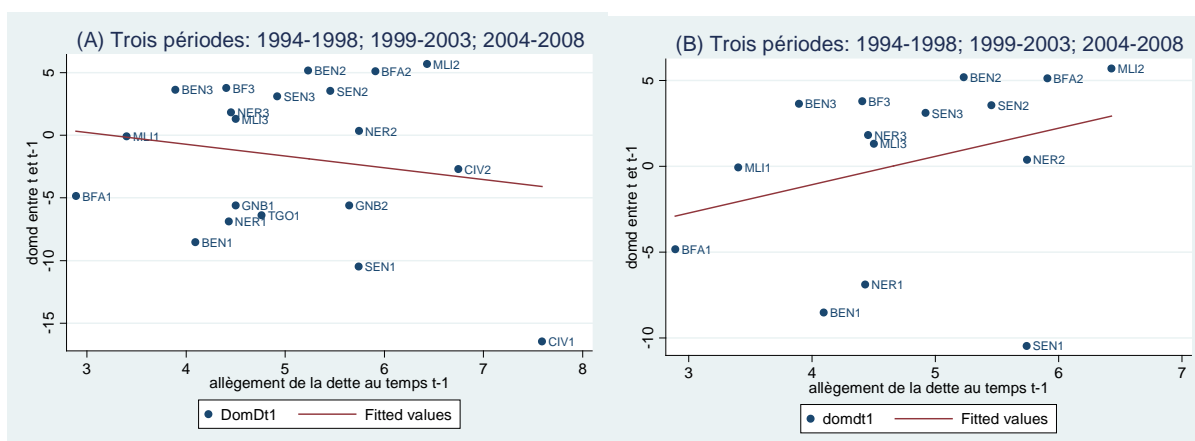
### Graphique 6 : Allègement de la dette et Investissement



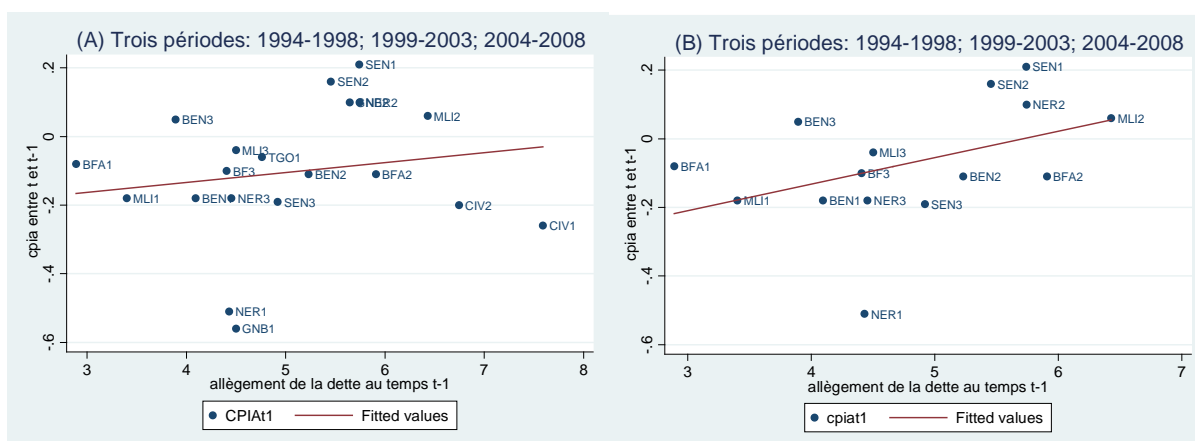
**Graphique 7 : Allègement de la dette et IDE**

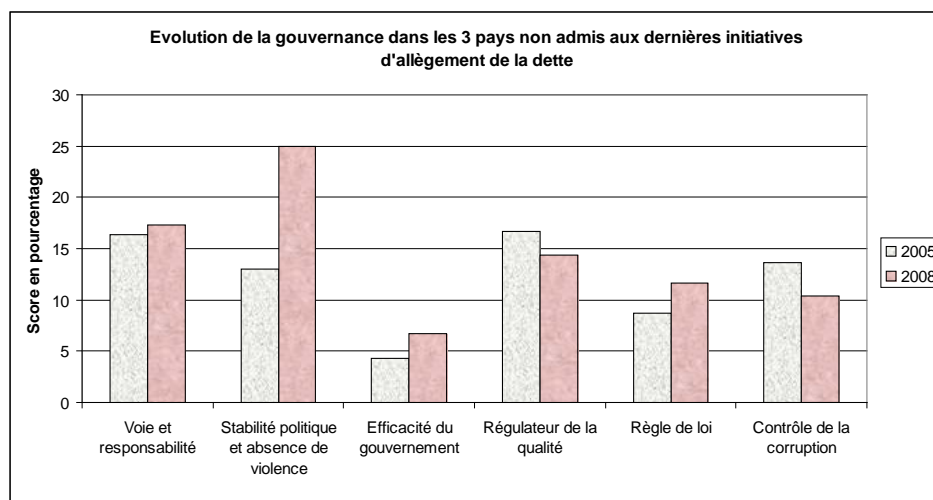
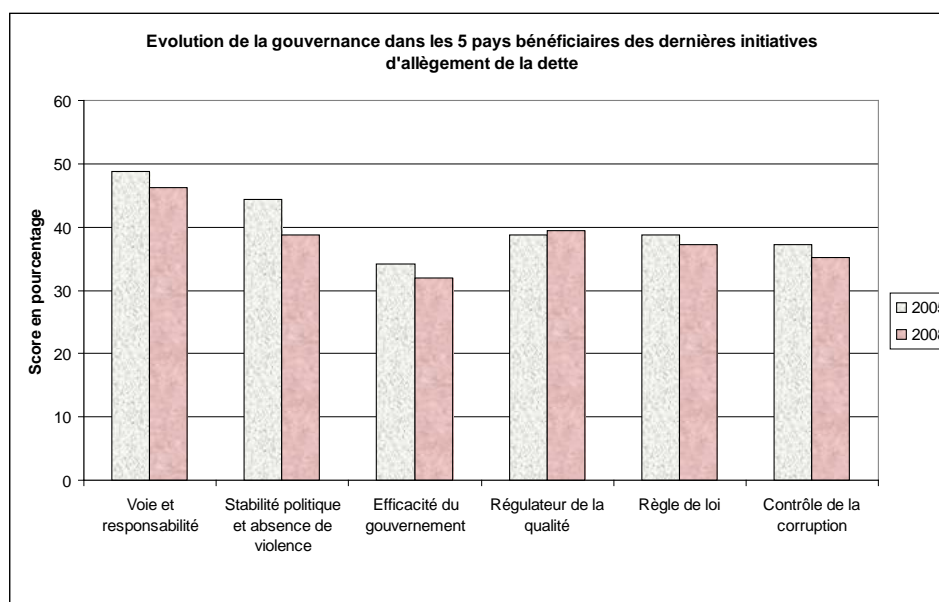
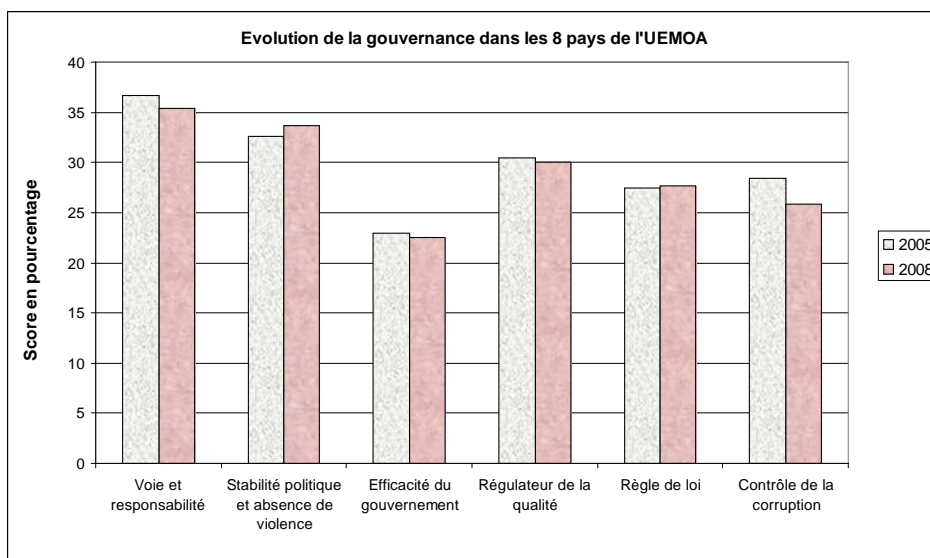


**Graphique 8 : Allègement de la dette et Crédit domestique**



**Graphique 9 : Allègement de la dette et Institutions**



**Graphique 10: Evolution de la gouvernance de 2005 à 2008**

**Graphique 11 : Evolution des scores CPIA de 2005 à 2008 dans l'espace UEMOA**